



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**ARRÊTÉ n° 282 en date du - 5 AOUT 2025
portant déclaration de projet d'une construction de gendarmerie à Lusignan
emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de Lusignan**

Le préfet de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI) promulguée le 24 janvier 2023 ;

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, L.126-1, R.126-3 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-54 à L.153-59, R.153-13, R.153-17, R.153-20, R.153-21, L.300-6 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu le schéma de cohérence territoriale du Syndicat mixte pour l'aménagement du Seuil du Poitou (Smasp) approuvé le 11 février 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Lusignan approuvé le 7 avril 2023 ;

Vu la décision de la Mission régionale d'autorité environnementale de la Nouvelle-Aquitaine du 21 janvier 2025 dispensant d'évaluation environnementale la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Lusignan pour l'installation d'une brigade mobile de gendarmerie à Lusignan ;

Vu le courrier du 14 juin 2024 du préfet de la Vienne au commandant du groupement de gendarmerie pour l'informer des travaux préparatoires engagés par les équipes de la direction départementale des territoires en lien direct avec la commune et avec le soutien d'un bureau d'étude ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du dossier par les personnes publiques associées en date du 13 février 2025 et l'avis favorable de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) de la Vienne en date du 18 février 2025 ;

Vu la décision du tribunal administratif de Poitiers du 14 mars 2025 portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté municipal du 18 mars 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration de projet de construction d'une brigade de gendarmerie à Lusignan et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Lusignan ;

Vu le courrier du 7 avril 2025 du préfet de la Vienne au commandant du groupement de gendarmerie pour l'informer de l'enquête publique en cours et des suites de la procédure amenant à l'adoption par arrêté préfectoral de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ;

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 4 avril 2025 au 18 avril 2025 inclus et le rapport et les conclusions de l'enquête publique du 8 mai 2025 du commissaire enquêteur émettant un avis favorable sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU de Lusignan ;

Vu le courrier du préfet de la Vienne du 5 mai 2025 invitant le conseil communautaire de Grand-Poitiers à délibérer en vue d'émettre un avis sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Lusignan avec le projet de construction d'une gendarmerie ;

Vu l'avis du conseil communautaire du 13 juin 2025 ;

Vu les modifications du plan de zonage, du règlement écrit et des orientations d'aménagement et de programmation du PLU de Lusignan ;

Considérant que le projet répond aux exigences des documents d'aménagements du territoire de rang supérieur, qu'il s'agisse de recommandations ou de documents applicables ;

Considérant que le projet n'affecte pas les axes et orientations du Plan d'Aménagement et Développement Durables (PADD) en vigueur et, dans le cadre du futur PLUi, qu'il reste en cohérence avec les 4 axes retenus par la communauté urbaine pour le PADD ;

Considérant que la mise en compatibilité du PLU de Lusignan reclasse un hectare et demi de zone naturelle N en zone 1AUS, secteur à urbaniser à court terme à vocation principale d'accueil de services publics ou d'intérêt collectif et que cette zone sera assortie d'une réglementation propre en bénéficiant d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP), afin de contribuer à la déclinaison opérationnelle du projet dans le périmètre qui lui est dédié ;

Considérant qu'une orientation d'aménagement et de programmation prescrit des règles d'intégration paysagère, architecturale, et d'accessibilité de la nouvelle brigade dans son environnement en limite de l'enveloppe urbaine et à proximité de la RD611 ;

Considérant que le dossier de mise en compatibilité permet de prendre en compte les besoins d'aménagement du secteur envisagé par la commune de Lusignan et Grand Poitiers ;

Considérant que la localisation retenue pour cette nouvelle brigade, offre d'une part, une accessibilité sécurisée du public et une rapidité d'intervention sur le territoire et d'autre part une proximité avec les équipes du SDIS (parcelle voisine du centre de secours) bénéfique lors des interventions communes ;

Considérant qu'au regard de ce qui précède et de la concertation ministérielle désignant entre autres la commune de Lusignan pour accueillir une brigade mobile de gendarmerie, l'opération envisagée est justifiée d'intérêt général ;

Considérant que les dispositions du PLU de Lusignan en vigueur ne sont pas compatibles avec la réalisation du projet susvisé et qu'il y a lieu de les modifier ;

Considérant que l'ensemble des formalités préalables à la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU de Lusignan ont été régulièrement accomplies ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires :

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le projet d'installation d'une brigade mobile de gendarmerie est déclaré d'intérêt général.

Le présent arrêté vaut déclaration de projet de construction d'une brigade mobile de gendarmerie à Lusignan au titre de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme, sur la commune de Lusignan sur la parcelle n° AT245, dite « Le Poteau ».

Article 2

La présente déclaration de projet emporte mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Lusignan avec le projet d'installation d'une brigade mobile de gendarmerie à Lusignan conformément aux dispositions L.153-58 et R.153-17 du code de l'urbanisme.

Article 3

Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant le préfet de la Vienne ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4

Conformément aux dispositions R153-20 à R153-22 du code de l'urbanisme, le présent arrêté sera notifié à la mairie de Lusignan et à Grand Poitiers Communauté Urbaine. Il sera également affiché en mairie de Lusignan pendant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la Vienne.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne et le directeur départemental des territoires de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux intéressés.

Poitiers, le - 5 AOUT 2025

Le préfet,

Serge BOULANGER

Conseil Communautaire du		13 juin 2025		à 09h00	
N°ordre		51			
N° identifiant		2025-0120			
Rapporteur(s)		M. Aloïs GABORIT			
Date de la convocation		06/06/2025			
Président de séance		Mme Florence JARDIN			
Secrétaire(s) de séance		Aloïs GABORIT			
Membres en exercice		86			
Quorum		44			
Titre		Avis sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de Lusignan			
P.J.		Pièce 1 - Déclaration de projet Pièce 2 - Mise en compatibilité du PLU Orientations d'aménagement - Avis Règlement graphique Règlement			
Présents		54		Mme Florence JARDIN - Présidente M. Stéphane ALLOUCH - M. Frankie ANGEBAULT - Mme Sylvie AUBERT - M. Emmanuel BAZILE - M. Bastien BERNELA - M. Gérald BLANCHARD - Mme Dany COINEAU - Mme Alexandra DUVAL - M. Claude EIDELSTEIN - M. Jean-Louis FOURCAUD - M. Michel FRANÇOIS - M. Aloïs GABORIT - M. Éric GHIRLANDA - M. Romain MIGNOT - Mme Isabelle MOPIN - Mme Élisabeth NAVEAU DIOP - M. Maxime PÉDEBOSCQ - M. Charles REVERCHON-BILLOT - M. Robert ROCHAUD - Mme Corine SAUVAGE - M. Jean-Luc SOULARD - Mme Béatrice VANNESTE - Membres du bureau Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BENOIST - M. Joël BLAUD - Mme Coralie BREUILLÉ-JEAN - M. Anthony BROTTIER - M. Christophe CHAPPET - M. Bernard CHAUVET - M. Serge COUSIN - Mme Ombelyne DAGICOUR - Mme Karine DANGRÉAUX-HENIN - M. Guy DAVIGNON - Mme Nathalie DESJARDINS - M. Ludovic DEVERGNE - M. Rafael DOS SANTOS CRUZ - M. Pascal FAIDEAU - Mme Julie FONTAINE - Mme Nelly GARDA-FLIP - M. Vincent GATEL - Mme Pascale GUITTET - M. Olivier KIRCH - Mme Maguy LUMINEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Chantal NOCQUET - M. Philippe PRIOUX - Mme Julie REYNARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Pierre-Étienne ROUET - Mme Sylvie ROY - Mme Valérie SIMON - Mme Claude THIBAUT - M. Bruno VIVIER les conseillers communautaires	
Absents		18		M. Jean-Charles AUZANNEAU - M. Laurent LUCAUD Membres du bureau Mme Béatrice BEJANIN - Mme Sonia BENNANI - M. François BLANCHARD - Mme Élodie BONNAFOUS - M. Aurélien BOURDIER - M. Vincent CHENU - M. Alain CLAEYS - Mme Carine GILLES - Mme Monique HERNANDEZ - M. Jean-Louis LEDEUX - M. Bernard MAUZÉ - M. Kentin PLINGUET - M. Christian RICHARD - M. Arnaud ROUSSEAU - Mme Sylvie SAP - Mme Rozenn SÉNÉLAS les conseillers communautaires	

Mandats	14	<div>Mandants</div> <div>Mme Samira BARRO-KONATÉ</div> <div>Mme Alexandra BESNARD</div> <div>M. Gérard HERBERT</div> <div>Mme Solange LAOUDJAMAÏ</div> <div>M. Sébastien LÉONARD</div> <div>M. Frédéric LÉONET</div> <div>Mme Zoé LORIOUX - - CHEVALIER</div> <div>M. Jean-Luc MAERTEN</div> <div>Mme Léonore MONCOND'HUY</div> <div>M. Gilles MORISSEAU</div> <div>M. Bernard PÉTERLONGO</div> <div>M. Fredy POIRIER</div> <div>M. Nicolas RÉVEILLAULT</div> <div>M. Théo SAGET</div>	<div>Mandataires</div> <div>M. Robert ROCHAUD</div> <div>Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT</div> <div>Mme Nelly GARDA-FLIP</div> <div>M. Anthony BROTTIER</div> <div>Mme Florence JARDIN</div> <div>M. Christophe CHAPPET</div> <div>M. Maxime PÉDEBOSCQ</div> <div>Mme Valérie SIMON</div> <div>M. Aloïs GABORIT</div> <div>M. Olivier KIRCH</div> <div>M. Joël BLAUD</div> <div>M. Stéphane ALLOUCH</div> <div>M. Éric GHIRLANDA</div> <div>Mme Élisabeth NAVEAU DIOP</div>
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 5, 18, 55 à 57, 6 à 17, 19 à 54 et 58 à 68.		

Projet de délibération étudié par:	Commission Voirie, espaces publics - Mobilités - Urbanisme - Foncier
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Adjointe Transition écologique Direction Urbanisme - Habitat - Foncier
------------------	--

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-19, L. 2122-20, L. 2122-21, L. 2131-1, L. 5211-9, R. 2122-8 et L. 5211-1, L5211-2, L. 5211-3 et L. 5211-9-2 qui renvoient aux dispositions de l'article L. 2122-21 et suivants,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration (CRPA),

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 300-6 et R. 153-17 relatifs à une déclaration de projet porté par l'État,

Vu le Schéma de cohérence territoriale du Syndicat mixte pour l'aménagement du Seuil du Poitou (Smasp) approuvé le 11 février 2020,

Vu la délibération du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine en date du 7 avril 2023 approuvant la révision n° 3 du Plan local d'urbanisme (PLU) de Lusignan,

Considérant la délibération du Conseil municipal n°2024/37 du 25 avril 2024 prescrivant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Lusignan relative à la construction d'une brigade de gendarmerie,

Considérant l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale Nouvelle-Aquitaine en date du 21 janvier 2025 sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale,

Considérant l'examen conjoint du dossier par les personnes publiques associées en date du 13 février 2025 et l'avis favorable de la Commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) de la Vienne en date du 18 février 2025,

Considérant l'arrêté municipal n° 162/2025 de Monsieur le maire de Lusignan en date du 18 mars 2025 prescrivant l'enquête publique préalable à la déclaration de projet relative à la construction d'une brigade de gendarmerie sur la commune de Lusignan,

Considérant l'enquête publique qui s'est tenue du 4 avril 2025 au 18 avril 2025 inclus et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 23 avril 2025 émettant un avis favorable,

Considérant le dossier de mise en compatibilité du PLU de Lusignan modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint soumis pour avis au Conseil communautaire de Grand Poitiers par courrier de Monsieur le Préfet de Vienne en date du 5 mai 2025,

L'État souhaite réaliser une brigade de gendarmerie sur la commune de Lusignan, labellisée Petites villes de demain, suite à une demande de Monsieur le Président de la République dévoilant la carte de 239 nouvelles brigades de gendarmerie sur les communes de France, dont fait partie la commune de Lusignan.

Lors de la réunion d'examen conjoint organisée le 13 février 2025, Grand Poitiers a fait part d'observations sur la nécessité d'apporter des actualisations au dossier ainsi que des compléments de pièces.

La mise en compatibilité du PLU de Lusignan concerne le reclassement d'un hectare et demi de zone naturelle (N) en zone 1AUS, secteur à urbaniser à court terme à vocation principale d'accueil de services publics ou d'intérêt collectif. Cette zone sera assortie d'une réglementation propre et bénéficiant d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP), afin de contribuer à la déclinaison opérationnelle du projet dans le périmètre qui lui est dédié.

Conformément à l'article R. 153-17 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU

modifié, le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur, et le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, sont soumis pour avis par Monsieur le Préfet, à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Si celui-ci ne s'est pas prononcé dans un délai de deux mois à compter de la réception, il sera réputé avoir donné un avis favorable.

Le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Lusignan, tel qu'il est soumis à l'examen du Conseil communautaire de Grand Poitiers, n'appelle pas d'observation sur le fondement de ce projet d'intérêt général permettant d'accueillir une brigade de gendarmerie. Toutefois, des remarques de forme peuvent être formulées :

- il est demandé de reprendre l'ensemble de l'OAP du secteur de Champ du Bois dans la notice de présentation, soit l'extrait des principes d'aménagement sur la zone 1AUC, ces principes étant modifiés par la procédure de déclaration de projet
- il est demandé de supprimer les éléments surlignés dans les différentes pièces du PLU (OAP, notice de présentation, ...) avant sa publication sur le géoportail de l'urbanisme.

Enfin, il est proposé que les pièces réglementaires du PLU précédemment citées, et dûment modifiées, soient annexées à l'arrêté préfectoral adoptant la procédure afin que les différents exemplaires du PLU disponibles à la consultation du public (en mairie, à l'hôtel de la Communauté urbaine et en Préfecture notamment) soient actualisés en conséquence.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'émettre un avis favorable sur le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Lusignan et sur les pièces l'accompagnant**
- **de demander que soient prises en compte les remarques formulées concernant la modification effective des pièces réglementaires du Plan Local d'Urbanisme mises en compatibilité**
- **d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet.**

POUR	68		La Présidente,
CONTRE	0		Florence JARDIN
Abstention	0		Le Secrétaire,
Ne prend pas part au vote	0		Aloïs GABORIT



RESULTAT DU VOTE

Adopté à l'unanimité

Mise en ligne le			
Date de réception en préfecture		Identifiant de télétransmission	
Nomenclature Préfecture	2.1	Documents d'urbanisme	

DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du		7 avril 2023	à	14h00
N°ordre		83	Titre	Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan - Approbation de la révision du Plan local d'urbanisme (PLU)
N° identifiant		2023-0110		
Rapporteur(s)		M. Bernard PÉTERLONGO		
Date de la convocation		31/03/2023		
Président de séance		Mme Florence JARDIN		
Secrétaire(s) de séance		Charles REVERCHON-BILLOT		
Membres en exercice		86	P.J.	Annexe 1 - Prise en compte des avis formulés par les PPA et lors de l'enquête publique 0 - page de garde et liste des documents 1 - Deliberations et avis 2 - Rapport de presentation 3 - Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) 4 - Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 5 - Règlement et zonage 6 - Annexes et Servitudes d'Utilité Publique (SUP)
Quorum		44		
Présents		53	Mme Florence JARDIN - Présidente M. Stéphane ALLOUCH - M. Frankie ANGEBAULT - Mme Sylvie AUBERT - M. Emmanuel BAZILE - M. Bastien BERNELA - M. Gérald BLANCHARD - Mme Alexandra DUVAL - M. Claude EIDELSTEIN - M. Jean-Louis FOURCAUD - M. Michel FRANÇOIS - M. Aloïs GABORIT - M. Romain MIGNOT - Mme Léonore MONCOND'HUY - Mme Isabelle MOPIN - Mme Élisabeth NAVEAU DIOP - M. Maxime PÉDEBOSCQ - M. Bernard PÉTERLONGO - M. Fredy POIRIER - M. Charles REVERCHON-BILLOT - M. Robert ROCHAUD - M. Jean-Luc SOULARD - Membres du bureau Mme Martine BATAILLE - M. François BLANCHARD - Mme Coralie BREUILLÉ-JEAN - M. Anthony BROTTIER - M. Vincent CHENU - M. Alain CLAEYS - M. Serge COUSIN - Mme Ombelyne DAGICOUR - M. Guy DAVIGNON - Mme Nathalie DESJARDINS - Mme Julie FONTAINE - Mme Nelly GARDA-FLIP - M. Vincent GATEL - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - Mme Monique HERNANDEZ - M. Olivier KIRCH - M. Sébastien LÉONARD - M. Frédéric LÉONET - M. Jean-Louis LEDEUX - Mme Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard MAUZÉ - Mme Chantal NOCQUET - M. Philippe PRIOUX - M. Nicolas RÉVEILLAUD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Pierre-Étienne ROUET - Mme Sylvie SAP - Mme Valérie SIMON - Mme Claude THIBAUT les conseillers communautaires	
Absents		15	M. Gilles MORISSEAU - Mme Béatrice VANNESTE Membres du bureau Mme Béatrice BEJANIN - Mme Sonia BENNANI - Mme Élodie BONNAFOUS - M. Aurélien BOURDIER - M. Christophe CHAPPET - Mme Karine DANGRÉAUX-HENIN - M. Ludovic DEVERGNE - Mme Carine GILLES - M. Kévin GOMEZ - Mme Zoé LORIOUX - M. CHEVALIER - M. Kentin PLINGUET - M. Christian RICHARD - M. Arnaud ROUSSEAU les conseillers communautaires	

Mandats	18	Mandants M. Bruno VIVIER M. Joël BLAUD M. Théo SAGET M. Laurent LUCAUD M. Bernard CHAUVET Mme Solange LAOUDJAMAÏ Mme Rozenn SÉNÉLAS M. Gérard BENOIST M. Éric GHIRLANDA Mme Samira BARRO-KONATÉ M. Jean-Charles AUZANNEAU M. Pascal FAIDEAU M. Jérôme NEVEUX Mme Corine SAUVAGE Mme Dany COINEAU M. Rafael DOS SANTOS CRUZ Mme Julie REYNARD Mme Alexandra BESNARD	Mandataires Mme Nathalie DESJARDINS M. Bernard PÉTERLONGO Mme Ombelyne DAGICOUR Mme Florence JARDIN M. Frédéric LÉONET M. Anthony BROTTIER Mme Isabelle MOPIN M. Robert ROCHAUD M. Gérald BLANCHARD Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUT M. Gérard HERBERT Mme Maguy LUMINEAU M. Guy DAVIGNON M. Claude EIDELSTEIN M. Fredy POIRIER Mme Julie FONTAINE M. Vincent GATEL M. Frankie ANGEBAULT
Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 3, 55, 4 à 54 et de 56 à 86. Ne prennent pas part au vote à titre personnel, Mme Béatrice VANNESTE et M. Christophe CHAPPET.		

Projet de délibération étudié par:	Commission Voirie, espaces publics - Mobilités - Urbanisme - Foncier
Service référent	Direction Générale Adjointe Transition écologique Direction Urbanisme - Habitat - Foncier

Vu les articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-3 et L. 5211-9-2 qui renvoient aux dispositions de l'article L. 2122-21 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu les statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine,

Vu le procès-verbal d'installation de Grand Poitiers Communauté urbaine en date des 10 et 24 juillet 2020 intitulés Procès-verbal de l'élection de la Présidente, des Vice-Présidents et des Délégués de la Présidente membres du Bureau de Grand Poitiers Communauté urbaine,

Vu le Programme local de l'habitat 2019-2024 et le Plan climat air énergie territorial de Grand Poitiers Communauté urbaine approuvés le 6 décembre 2019,

Vu le Schéma de cohérence territoriale du Syndicat mixte pour l'aménagement du Seuil du Poitou approuvé le 11 février 2020,

Vu le Code des relations entre le public et l'Administration (CRPA),

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-9, L. 153-11 et suivants et R. 153-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 4 février 2008 approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 4 décembre 2014 prescrivant la procédure de révision du PLU communal, précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 16 février 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération,

Vu la délibération du Conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 31 mars 2017 décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU de Lusignan,

Vu la délibération du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine du 7 décembre 2018 relative au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure de révision du PLU de Lusignan,

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 4 octobre 2019 décidant que le projet de révision du PLU de Lusignan n'est pas soumis à évaluation environnementale,

Vu la délibération du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine du 6 décembre 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du PLU de Lusignan,

Vu la notification de l'arrêt du projet de révision du PLU de Lusignan aux Personnes publiques associées (PPA) par Grand Poitiers Communauté urbaine à compter du 9 janvier 2020.

Considérant l'avis émis par la Chambre d'agriculture (CA), la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA), le Centre régional de la propriété forestière (CRPF), la Commission départementale de la Préservation des Espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), la commune de Boivre-la-Vallée, la commune de Celle-l'Évescault, la commune de Lusignan et son avis complémentaire, la commune de Rouillé, la commune de Saint-Sauvant, l'Institut National de la qualité et de l'Origine (INAO), la Préfecture de la Vienne, la

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et le Syndicat mixte pour l'aménagement du Seuil du Poitou (Smasp),

Considérant l'arrêté préfectoral n° 2020/DDT/212 de la Préfecture de la Vienne en date du 17 juillet 2020 relatif au régime de dérogation à la règle dite de l'urbanisation limitée en l'absence de Schéma de cohérence territoriale (SCoT) applicable,

Vu l'arrêté de Madame la Présidente de Grand Poitiers Communauté urbaine n° 2020-0211 en date du 22 septembre 2020 relatif à l'enquête publique qui s'est tenue du 12 octobre 2020 au 13 novembre 2020 inclus.

Considérant les observations, propositions et contre-propositions réalisées par le public au cours de l'enquête et l'avis favorable sous réserve de Monsieur le Commissaire enquêteur au projet de révision du PLU de Lusignan remis dans son rapport et ses conclusions en date du 8 décembre 2020.

La prise en considération des avis des personnes publiques associées

Le projet de révision du PLU de Lusignan, arrêté par délibération du 6 décembre 2019 du Conseil communautaire de Grand Poitiers, a été notifié à compter du 9 janvier 2020 aux Personnes publiques associées (PPA).

Les remarques et demandes formulées par les PPA et leur prise en considération par Grand Poitiers sont reprise au chapitre 1 de l'annexe 1 à la présente délibération.

La prise en considération détaillée des avis des PPA conduit à réaliser quelques ajustements et compléments selon différents thèmes dans les pièces correspondantes qui composent le PLU de Lusignan, à savoir :

- le rapport de présentation
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- le règlement écrit et graphique
- les annexes.

Les différentes pièces correspondantes du PLU couvrant le territoire de Lusignan ont été modifiées en conséquence et sont reprises en annexe 2 de la présente délibération.

La prise en considération des observations formulées lors de l'enquête publique et de l'avis du Commissaire enquêteur

En application de l'arrêté de Madame la Présidente de Grand Poitiers du 22 septembre 2020, l'enquête publique relative au projet de révision du PLU de Lusignan s'est déroulée du 12 octobre 2020 au 13 novembre 2020 inclus. Pour informer la population des modalités d'enquête publique, un avis d'enquête a été publié dans deux journaux diffusés dans le département et sur le site internet de Grand Poitiers. Ce même avis a été affiché au siège de Grand Poitiers (Hôtel de ville de Poitiers), en mairie de Lusignan et dans plusieurs lieux du territoire communal.

Le dossier d'enquête publique était consultable en version papier au siège de Grand Poitiers (Hôtel de ville de Poitiers) et en mairie de Lusignan ainsi qu'en version numérique sur le site internet de Grand Poitiers et sur un poste informatique mis à disposition du public en mairie de Lusignan. Les observations du public pouvaient être inscrites sur les registres mis à disposition au siège de Grand Poitiers (Hôtel de ville de Poitiers), en mairie de Lusignan ou être adressées par voie postale ou électronique.

Au total, 11 observations ont été consignées par le public dans les registres. Un courriel et un courrier ont également été adressés pour préciser deux observations présentes au registre. Ces observations concernent des demandes d'information, d'évolution du règlement écrit et de modification du zonage ainsi que des interrogations sur les choix retenus.

Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de révision du PLU de Lusignan.

L'analyse des demandes et sujets abordés lors de l'enquête publique et dans le rapport et les conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur est reprise dans le chapitre 2 de l'annexe 1 de la délibération avec mention pour chaque cas :

- du pétitionnaire et la nature de sa demande ou de son observation
- de l'avis ou de la recommandation du Commissaire Enquêteur
- de la décision de Grand Poitiers.

Les remarques formulées lors de l'enquête publique entraînent des ajustements ou modifications selon différents thèmes dans les pièces correspondantes qui composent le PLU de Lusignan, à savoir :

- le rapport de présentation,
- le règlement graphique.

Les différentes pièces correspondantes du PLU couvrant le territoire de Lusignan ont été modifiées en conséquence et sont reprises en annexe 2 de la présente délibération.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'approuver le PLU de Lusignan tel qu'il est annexé à la présente délibération**
- **de transmettre, pour information, la présente délibération et le PLU de Lusignan approuvé aux personnes publiques associées lors de la procédure et à la Direction départementale des Finances publiques**
- **d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
- **d'imputer les dépenses correspondantes à l'opération 1002, « PLU et études », article 202 du budget Principal.**

POUR	71		La Présidente,
CONTRE	0		Florence JARDIN
Abstention	0		Le Secrétaire,
Ne prend pas part au vote	0		Charles REVERCHON-BILLOT



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	13 avril 2023	Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	13 avril 2023
Date de réception en préfecture	13 avril 2023	Identifiant de télétransmission	086-200069854-20230407-172384-DE-1-1
Nomenclature Préfecture	2.1	Documents d urbanisme	

Conseil Communautaire du	31 mars 2017
--------------------------	--------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	87
N° identifiant	2017-0064

Titre	20 - Immobilisations incorporelles - 1797 - Autorisation de programme 2017 - PLU et ETUDES - PLU 27 communes - Plan Local d'Urbanisme - Poursuite de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan
-------	---

Rapporteur(s)	Dominique CLEMENT
Date de la convocation	10/03/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	M. BLANCHARD F. et M. ROBLLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	71	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGERES - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Jacques ARFEUILLERE - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLE - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELLOT - M. Gérard DELIS - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARD-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Yves JEAN - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Nicole MERLE - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Edouard ROBLLOT - Mme Véronique ROCHAIS CHEMINEE - M. Christian ROUX - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires</p> <p>M. Pascal ABADIE le conseiller communautaire suppléant</p>
----------	----	---

Absents	12	<p>M. Philippe BROTTIER - M. Gilles MORISSEAU Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. Jean-Hubert BRACHET - M. Jean-François JOLIVET - M. Philippe PALISSE - M. Paul PUCHAUD - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		Monsieur TRICOT Aurélien	Madame SAUVAGE Corine
		Monsieur BLUSSEAU Jean-Daniel	Monsieur BELGSIR El Mustapha
		Madame BRINGER Ghislaine	Monsieur ROUX Christian
		Madame GUERINEAU Diane	Madame TOMASINI Peggy
		Monsieur HALLOUMI Abderrazak	Madame BURGERES Christine
		Madame MARCINIAK Marie-Christine	Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis
		Madame MORCEAU Francette	Monsieur BLANCHARD François
		Madame FAURY-CHARTIER Michèle	Madame SARRAZIN-BAUDOUX Christine

Observations	
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat 01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale
------------------	--

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : « lutter contre le changement climatique », « préserver les ressources », « développer les solidarités » et « consommer autrement ». En effet, le Plan Local d'Urbanisme, document faisant l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation, développe la mixité urbaine et protège les espaces agricoles et naturels.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-12

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

Vu la délibération du 4 décembre 2014 de la commune de Lusignan prescrivant la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation

Vu la délibération du 16 février 2017 de la commune de Lusignan donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération

Conformément à l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, Grand Poitiers Communauté d'agglomération, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure de révision d'un PLU engagée avant la date de sa création.

La procédure de révision du PLU de la commune de Lusignan a été engagée par délibération du conseil municipal le 4 décembre 2014. L'ensemble de la procédure est à conduire, en rapport avec les objectifs poursuivis et les modalités de concertation définies par la commune.

Il vous est proposé :

- de poursuivre la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lusignan
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 3400/810/202 du budget principal de Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

POUR	71	
CONTRE	0	
Abstention	8	M. Jacques ARFEUILLERE, M. Gérald BLANCHARD, Mme Jacqueline DAIGRE, Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT, M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Mme Marie-Dolorès PROST, M. Edouard ROBLOT, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	7 avril 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	7 avril 2017
Identifiant de télétransmission	86-200069854-20170331-lmc124567-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d'urbanisme

Conseil Communautaire du	7 décembre 2018
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	139
N° identifiant	2018-0500

Titre	Débat sur les Orientations Générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan
-------	--

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	16/11/2018

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Diane GUÉRINEAU et François BLANCHARD

PJ.	Orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Gilles MORISSEAU - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Aurélien TRICOT</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. François BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ELOY - Mme Catherine FORESTIER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Olivier KIRCH - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Marie-Christine MARCINIAK - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Nicolas REVEILLAUD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUD - Mme Véronique ROCHAS-CHEMINÉE - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - Mme Peggy TOMASINI</p> <p>les conseillers communautaires</p> <p>M. Christian GIRARD le conseiller communautaire suppléant</p>
----------	----	---

Absents	15	<p>M. Michel BERTHIER - M. Jérôme NEVEUX Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - Mme Ghislaine BRINGER - M. Olivier BROSSARD - M. Claude FOUCHER - M. Jean-François JOLIVET - M. Jean-Michel CHOISY - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Christian RICHARD - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	12	<div>Mandants</div> Mme Coralie BREUILLÉ Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT M. Claude EIDELSTEIN Mme Michèle FAURY-CHARTIER M. Abderrazak HALLOUMI M. Yves JEAN M. Laurent LUCAUD Mme Marie-Thérèse PINTUREAU M. Edouard ROBLOT M. Alain TANGUY Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Nicole MERLE	<div>Mandataires</div> Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUT Mme Jacqueline DAIGRE Mme Pascale GUITTET Mme Peggy TOMASINI Mme Nicole BORDES M. Gilles MORISSEAU M. Patrick CORONAS Mme Jacqueline GAUBERT M. Sylvain POTHIER-LEROUX M. Francis CHALARD M. François BLANCHARD M. Christian GIRARD
Observations	L'ordre est : de 1 à 42, 84, 85, 165, 166, de 43 à 52, de 86 à 88, de 53 à 56, 57 retirée, de 58 à 82, de 93 à 99, 83 et 89 retirées, de la 90 à 92, de 100 à 117, de 134 à 160, de 162 à 164, 161, de 118 à 133, les 167 et 168 (motions).		

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.151-5, L.153-9, L.153-11 et L.153-12 et R.153-1 à R.153-12

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 4 février 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 4 décembre 2014 prescrivant la procédure de révision du PLU, précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 16 février 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération

VU la délibération du Conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 31 mars 2017 décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU de Lusignan

Considérant l'examen des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) par le Conseil municipal de Lusignan le 5 juillet 2018.

UN OUTIL AU SERVICE DU PROJET DE TERRITOIRE DE GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en tant que document stratégique et de planification territoriale, est un outil des collectivités qui permet de préciser et décliner à son échelle les défis du Projet de Territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine. En particulier, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) transcrit la volonté de proposer un territoire audacieux et bienveillant à partir d'ambitions et d'un juste équilibre entre urbanisme, économie, paysage et patrimoine, protection et mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Parmi les différentes pièces composant le PLU, le PADD est le document stratégique qui définit les orientations générales du projet du territoire de Lusignan.

CONTEXTE DE LA COMMUNE

Lusignan est une commune de 2652 habitants située à 26 kilomètres au sud-ouest de Poitiers. La commune est desservie par la RD611 Poitiers/Niort et la RD 150 Lusignan/Melle/Saintes. Ces axes supportent un trafic journalier important qui a justifié la mise en place d'un contournement. Rejoindre le centre de Poitiers depuis Lusignan peut se faire via le réseau routier en 40 minutes ou en train en 20 minutes. La bonne desserte du territoire, à la fois ferroviaire et routière, est ainsi un véritable atout pour la commune.

Le territoire communal couvre 3809 hectares. Lusignan est riche d'un patrimoine paysager et environnemental. La commune constitue un écrin vert préservé et qualitatif autour de la vallée de la Vonne et ses nombreux boisements qui accompagnent les mouvements topographiques du paysage. Les deux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), de type I « Coteau de la Touche » et de type II « Forêt de Saint-Sauvant » (qui recouvrent moins de 7% du territoire), l'espace naturel sensible du

Méandre du Moulin, les sites naturels inscrit (Cirque de la Vonne) et classé (Promenade de Blossac), sont autant d'éléments illustratifs de la richesse écologique et paysagère de Lusignan.

Des éléments de rupture spatiale importants viennent scinder les espaces et/ou les paysages : la voie ferrée, la vallée de la Vonne, la voie de contournement ... Ces éléments sont autant de barrières visuelles ou paysagères, qui peuvent constituer un frein aux mobilités actives alors qu'ils sont aussi des points d'attrait indéniables de la commune.

Le territoire communal est structuré autour d'un centre-ville et de multiples hameaux et écarts qui accueillent pour certains aujourd'hui encore des exploitations agricoles. Le centre-ville était composé historiquement de la ville haute (cité médiévale ou « cœur de ville ») et de la ville basse en contact avec l'ancienne route nationale. Les extensions urbaines, qu'elles soient résidentielles, économiques ou pour des équipements scolaires et sportifs, ont progressivement étoffé cette ville historique.

La commune dispose d'un patrimoine bâti exceptionnel. Des éléments historiques remarquables structurent le paysage bâti dont les plus emblématiques et récemment remis en scène sont les deux tours médiévales. Ce patrimoine visible s'accompagne de la légende de la fée Mélusine, renforçant ainsi l'image « magique » du territoire.

L'offre conséquente en matière d'équipements sportifs et scolaires, d'activités économiques et commerciales confère à Lusignan un rayonnement au-delà des limites communales et contribue à sa fonction de pôle de proximité. Elle accueille notamment une zone d'activités économiques diversifiée regroupant des artisans, commerçants et des activités industrielles. La zone commerciale, en entrée sud de la ville, constitue aussi un point d'attrait. Enfin, les services et commerces de proximité présents dans le centre-ville permettent de répondre aux besoins quotidiens.

Lusignan est une commune tournée vers l'innovation et l'avenir depuis plusieurs décennies notamment en matière de recherche agronomique et de production d'énergies renouvelables. Les différents sites de recherche de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), l'unique parc éolien présent en 2018 dans Grand Poitiers Communauté urbaine en sont des exemples représentatifs.

Très ponctuellement, le territoire de Lusignan présente des espaces pouvant être sujets à des risques ou nuisances. La commune a fait l'objet de plusieurs arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, la Vonne comporte une zone inondable, les deux RD150 et RD611 sont couvertes par un arrêté de classement sonore et quelques installations classées pour la protection de l'environnement sont implantées sur le territoire...

PRÉSENTATION DES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD DE LUSIGNAN

La commune de Lusignan dispose aujourd'hui d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 4 février 2008.

Par délibération du 4 décembre 2014, le Conseil municipal de Lusignan a décidé de prescrire la révision générale du PLU, conformément aux anciens articles L.123-1 et suivants du code de l'Urbanisme.

Elaborées à l'issue de l'analyse de l'état initial, qui a permis de définir l'ensemble des enjeux socio-économiques, urbanistiques et environnementaux, les orientations générales du PADD sont les suivantes :

Révéler les potentiels de la commune

- utiliser les éléments de coupure en point d'appui du développement
- guider le regard pour faciliter la lecture et inviter à la découverte
- travailler la qualité et la mixité urbaine pour attirer en « cœur de ville ».

Conforter Lusignan dans son rôle de centralité péri-urbaine

- poursuivre la politique volontariste d'accueil de nouvelle population
- promouvoir la mixité sociale et générationnelle
- renforcer la mixité fonctionnelle du territoire.

Inscrire le développement communal sur le long terme

- maintenir un développement équilibré du territoire
- identifier la commune dans des logiques de réseaux et de connexions
- permettre et anticiper les avancées techniques et technologiques.

Après examen de ce dossier et de son annexe, il vous est proposé de débattre des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan telles que présentées ci-dessus et détaillées dans le document joint en annexe.

POUR	74	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	2	Mme Christine BURGÈRES, Mme Christiane FRAYSSE

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	14 décembre 2018
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	14 décembre 2018
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20181207-lmc191998-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

Conseil Communautaire du	6 décembre 2019
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	75
N° identifiant	2019-0607

Titre	Recours au contenu réglementaire modernisé pour la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan
-------	---

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	08/11/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Madame Coralie BREUILLÉ et Monsieur François BLANCHARD.

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Pascale GUITTET - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires</p> <p>M. Christian GIRARD - M. Jean BRILLAUD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	16	<p>M. Philippe BROTTIER - M. René GIBAUT Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Patrick BOUFFARD - M. Olivier BROSSARD - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Yves JEAN - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUD - M. Christian RICHARD - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	10	Mandants	Mandataires
		M. Jean-Marie COMPTE Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Anne GÉRARD Mme Diane GUÉRINEAU M. Gérard HERBERT Mme Marie-Christine MARCINIAK M. Christian PETIT M. Sylvain POTHIER-LEROUX M. Édouard ROBLOT Mme Laurence VALLOIS-ROUET	M. Bernard CORNU Mme Peggy TOMASINI M. François BLANCHARD Mme Francette MORCEAU Mme Nelly GARDA-FLIP M. Jean-Louis CHARDONNEAU Mme Patricia PERSICO M. Gérald BLANCHARD Mme Jacqueline DAIGRE Mme Christine BURGÈRES

Observations	L'ordre de passage des délibérations : 153 à 161, 1 à 23, 25 à 44, 170, 173 à 175, 72 à 107, 171, 150 à 152, 172, 162 à 169, 127 à 137, 141, 138 à 140, 142 à 148, 176, 108 à 111, 113 à 126, 45 à 71. Les 24, 112 et 149 sont retirées.
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains
------------------	---

Vu la délibération du Conseil municipal de Lusignan en date du 4 décembre 2014 engageant la procédure de révision du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan,

Vu la délibération du 31 mars 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU initiée par la commune.

Considérant l'article 12 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU,

Les articles du Code de l'urbanisme ont été modifiés par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Parmi l'ensemble des dispositions prises, le décret impose de concevoir différemment la rédaction du règlement du PLU. La nouvelle forme attendue est retranscrite dans les articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme qui s'appliquent à toute nouvelle procédure d'élaboration ou de révision d'un PLU engagée après le 1^{er} janvier 2016.

Pour le PLU faisant l'objet d'une procédure d'élaboration ou de révision, engagée avant le 1^{er} janvier 2016 et dont le projet n'a pas encore été arrêté par l'organe délibérant compétent, l'article 12 du décret n°2015-1783 spécifie que les dispositions antérieures du Code de l'Urbanisme restent applicables (articles R. 123-1 à R. 123-14 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015). Toutefois, l'organe délibérant compétent en matière de PLU peut décider, par délibération expresse, de recourir au contenu réglementaire modernisé et ainsi appliquer les articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme.

La procédure de révision du PLU de la commune de Lusignan a été engagée par délibération du Conseil municipal antérieurement au 1^{er} janvier 2016.

Au regard des travaux conduits dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Lusignan, le recours aux articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme modernisé, permet de disposer et d'utiliser des outils réglementaires adaptés aux caractéristiques locales du projet et de bénéficier d'un cadre réglementaire à jour.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'appliquer les articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme relatifs à la rédaction du règlement du Plan local d'urbanisme, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016, lors de la procédure de révision du Plan local d'urbanisme de la commune de Lusignan**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.**

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	13 décembre 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	13 décembre 2019
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20191206-117528-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	6 décembre 2019
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	76
N° identifiant	2019-0611

Titre	Plan Local d'Urbanisme - Arrêt du projet de Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan REÇU LE 16 DEC. 2019 PREFECTURE DE LA VIENNE
-------	---

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	08/11/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Madame Coralie BREUILLÉ et Monsieur François BLANCHARD.

P.J.	<ul style="list-style-type: none"> 0 - Page de garde et liste des documents 1 - Délibérations et avis 2 - Rapport de présentation 3 - Projet d'Aménagement et de Développement Durables 4 - Orientations d'Aménagement et de Programmation 5 - Zonage et règlement 6 - Liste des opérations déclarées d'utilité publique 7 - Annexes sanitaires 8 - Servitudes d'utilité publique 9 - Documents d'informations complémentaires
------	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Pascale GUITTET - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires M. Christian GIRARD - M. Jean BRILLAUD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	16	<p>M. Philippe BROTTIER - M. René GIBAUT Membres du bureau M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Patrick BOUFFARD - M. Olivier BROSSARD - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Yves JEAN - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUT - M. Christian RICHARD - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	10	<p><u>Mandants</u></p> <p>M. Jean-Marie COMPTE</p> <p>Mme Michèle FAURY-CHARTIER</p> <p>Mme Anne GÉRARD</p> <p>Mme Diane GUÉRINEAU</p> <p>M. Gérard HERBERT</p> <p>Mme Marie-Christine MARCINIAK</p> <p>M. Christian PETIT</p> <p>M. Sylvain POTHIER-LEROUX</p> <p>M. Édouard ROBLOT</p> <p>Mme Laurence VALLOIS-ROUET</p>	<p><u>Mandataires</u></p> <p>M. Bernard CORNU</p> <p>Mme Peggy TOMASINI</p> <p>M. François BLANCHARD</p> <p>Mme Francette MORCEAU</p> <p>Mme Nelly GARDA-FLIP</p> <p>M. Jean-Louis CHARDONNEAU</p> <p>Mme Patricia PERSICO</p> <p>M. Gérald BLANCHARD</p> <p>Mme Jacqueline DAIGRE</p> <p>Mme Christine BURGÈRES</p>
---------	----	--	--

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 153 à 161, 1 à 23, 25 à 44, 170, 173 à 175, 72 à 107, 171, 150 à 152, 172, 162 à 169, 127 à 137, 141, 138 à 140, 142 à 148, 176, 108 à 111, 113 à 126, 45 à 71. Les 24, 112 et 149 sont retirées.</p>
--------------	---

Projet de délibération
étudié par:

03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat

Service référent

Direction Générale Développement urbain - Construction
Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains

VU les articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-3 et L. 5211-9-2 qui renvoient aux dispositions des articles L. 2122-21 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article 114 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe)

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1er janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

VU le procès-verbal d'installation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 16 février 2017

VU l'arrêté préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 29 juin 2017, portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en Communauté urbaine, à partir du 1er juillet 2017

VU l'arrêté préfectoral n°2018-D2/B1-027 du 21 décembre 2018 portant modification des statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine

VU le Code des Relations entre le Public et l'Administration

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R.153-1 et suivants

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 4 février 2008 approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 4 décembre 2014 prescrivant la procédure de révision du PLU, précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Lusignan en date du 16 février 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération

VU la délibération du Conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 31 mars 2017 décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU de Lusignan

VU la délibération du 7 décembre 2018 de Grand Poitiers Communauté urbaine relative au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure de révision du PLU de la commune

VU l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 4 octobre 2019 décidant que le projet de révision du PLU de la commune de Lusignan n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Considérant l'examen du dossier d'arrêt du PLU par le Conseil municipal de Lusignan le 24 octobre 2019.

Par délibération du 4 décembre 2014, le Conseil municipal de Lusignan a décidé de prescrire la révision du PLU de la commune. Cette délibération précise les modalités de la concertation avec la population.

Bilan de la concertation

La commune de Lusignan dispose d'un Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal le 4 février 2008. Le document d'urbanisme a fait l'objet d'une modification simplifiée et d'une révision simplifiée approuvées le 19 mai 2010, d'une révision simplifiée n° 2 approuvée le 16 février 2011, d'une révision simplifiée n° 3, d'une modification simplifiée n° 2 et d'une modification approuvées le 27 mai 2013, d'une modification n° 2 approuvée le 12 février 2015 et d'une modification simplifiée n° 3 approuvée le 28 septembre 2018. Par délibération du 4 décembre 2014, le Conseil municipal de Lusignan a décidé de prescrire la révision du PLU de la commune. Cette délibération détaillait les modalités de la concertation avec la population.

La concertation a été réalisée sur cette base élargie de co-production avec la population. La délibération d'engagement de la procédure a été affichée durant toute la durée d'élaboration du projet de révision et un registre a été mis à la disposition du public.

Le processus de révision du document d'urbanisme a fait l'objet d'une information régulière aux moyens d'articles dans le bulletin municipal, sur le site Internet de la commune et dans la presse, d'affichage de panneaux en mairie. Tout au long du déroulé de la procédure, les principes définis ci-avant ont permis d'apporter les informations nécessaires aux habitants de la commune.

En parallèle, un processus de concertation spécifique avec les agriculteurs a été mis en place. Il a pris la forme d'une réunion avec les exploitants le 25 avril 2016 pour expliquer le contexte juridique du Plan local d'urbanisme et ses implications pour l'activité agricole, notamment au regard des enjeux environnementaux. À la suite, un questionnaire a été remis à chaque exploitant agricole sur la commune afin qu'il puisse préciser les enjeux liés à son exploitation et, le cas échéant, les projets qu'il souhaiterait développer. Au printemps 2019, les exploitants ont été de nouveau sollicités sous la forme de questionnaire afin d'actualiser les données et informations collectées trois ans auparavant. Les informations collectées ont permis d'alimenter régulièrement le diagnostic agricole, ainsi que l'établissement du zonage pour la délimitation et la réglementation de la zone agricole du PLU.

Une première réunion publique de présentation à la population et aux associations a été organisée le 19 septembre 2018 pour présenter les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Elle a été l'occasion de rappeler la présence du registre à disposition en mairie. Une quarantaine d'habitants ont profité de cette rencontre, certains ont formulé des observations orales ou posé des questions permettant d'enrichir les idées transcrites dans le projet de révision.

Suite à ces échanges, les orientations générales du PADD suivantes ont été débattues par le Conseil communautaire le 7 décembre 2018 :

Révéler les potentiels de la commune :

- utiliser les éléments de coupure en point d'appui du développement
- guider le regard pour faciliter la lecture et inviter à la découverte
- travailler la qualité et la mixité urbaine pour attirer en « cœur de ville ».

Conforter Lusignan dans son rôle de centralité péri-urbaine :

- poursuivre la politique volontariste d'accueil de nouvelle population
- promouvoir la mixité sociale et générationnelle
- renforcer la mixité fonctionnelle du territoire.

Inscrire le développement communal sur le long terme :

- maintenir un développement équilibré du territoire
- identifier la commune dans des logiques de réseaux et de connexions
- permettre et anticiper les avancées techniques et technologiques.

C'est sur la base de ces orientations que les différentes pièces du projet de révision du PLU ont été conçues et présentées aux Personnes publiques associées (PPA) lors de deux réunions le 4 septembre 2018 et le 9 septembre 2019.

Une seconde réunion publique de présentation à la population et aux associations relative aux projets de zonage, de règlement et d'orientations d'aménagement et de programmation a été organisée le 25 juin 2019. Une trentaine d'habitants ont profité de cette rencontre, certains ont formulé des observations orales permettant d'amender les réflexions liées au projet de révision.

Le registre mis à disposition du public pendant toute la phase de concertation n'a reçu aucune observation écrite. Aucun courrier n'a été adressé sur le sujet de la révision du PLU dans cette même période.

Arrêt du projet de révision du Plan local d'urbanisme

Lusignan est une commune de 2 652 habitants située à 26 kilomètres au sud-ouest de Poitiers. La commune est desservie par la RD611 Poitiers/Niort, par la RD150 Lusignan/Melle/Saintes ainsi que la ligne TER Poitiers-La Rochelle.

Le territoire communal couvre 3 815 hectares. Lusignan est riche d'un patrimoine paysager et environnemental : la vallée de la Vonne et ses nombreux boisements, les deux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique, l'espace naturel sensible du Méandre du Moulin, les sites naturels inscrit et classé de la Promenade de Blossac et du Cirque de la Vonne. Ces différents espaces remarquables en matière environnementale et paysagère sont préférentiellement classés en zone naturelle dans le projet de révision.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet arrêté comprend des orientations d'aménagement et de programmation sectorielles. Elles se complètent d'orientations d'aménagement et de programmation thématiques sur les sujets spécifiques suivants : mettre en valeur et préserver les vues emblématiques, conserver et renforcer les espaces de transition et clôtures qualitatives, préserver le potentiel d'évolution et de densification du bâti, renforcer et affirmer la vitalité commerciale, artisanale et de services des centralités, atténuer les phénomènes d'îlots de chaleurs urbains et favoriser la perméabilité des sols.

La zone naturelle couvre, ponctuellement, quelques habitations diffuses ou hameaux, au cœur ou proches d'espaces boisés d'intérêt environnemental et/ou paysager ou encore des franges urbaines qualitatives du centre-ville à préserver. Des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées sont spécifiquement mis en œuvre dans cette zone naturelle pour permettre la valorisation des activités ou occupations du sol significatives sur le hameau de Mauprié, le camping communal et les jardins ou potagers de bord de Vonne. Les haies, arbres remarquables, jardins, boisements et mares sont protégés à titre individuel.

La commune est caractérisée par une activité agricole dynamique avec une vingtaine d'exploitations recensées. Sur l'ensemble du territoire, les sites d'exploitations et les terres agricoles sont essentiellement concernés par un zonage agricole. Les écarts bâtis résidentiels situés au cœur de la zone agricole sont également concernés par ce zonage. Pour ne pas compromettre le développement des trois sites de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées ont été définis.

Le territoire communal est structuré autour d'un centre-ville et de multiples hameaux et écarts. Le centre-ville était composé historiquement de la ville haute (cité médiévale) et de la ville basse en contact avec l'ancienne route nationale, étoffées par des quartiers résidentiels et économiques récents. Cette structuration urbaine se traduit dans un zonage favorisant la densification du centre-ville (y compris les quartiers de La Touche et de la

Groussinière) et des deux principaux hameaux (la Bruyère et la Potière). Afin de répondre aux besoins liés aux objectifs démographiques (taux annuel de croissance de population de 0,6 % sur les 10 prochaines années) et aux besoins liés au point mort, le PLU envisage :

- la réalisation d'environ 35 logements en densification et renouvellement urbain dans le centre-ville et les principaux hameaux ou quartiers
- la réalisation d'environ 80 logements répartis en quatre zones à urbaniser situées en continuité de la zone agglomérée du centre-ville sur environ 5,9 hectares.

La commune dispose d'un patrimoine bâti exceptionnel. Ces éléments patrimoniaux remarquables sont protégés individuellement sur l'ensemble de la commune (logis, domaine, grange, ...) et par un zonage urbain spécifique pour le centre-ville historique. Les granges traditionnelles et autres bâtiments patrimoniaux (moulin, château, ...) les plus remarquables sont également identifiés pour permettre leur changement de destination.

Lusignan est un pôle économique important dans le secteur mélusin, se traduisant par diverses zones d'activités artisanales, commerciales, industrielles ou encore par des entreprises spécialisées isolées ou incluses dans le tissu urbain. Afin de permettre l'évolution de ces activités existantes, des zones urbaines dédiées sont intégrées au projet. En outre, le renforcement du pôle structurant de la zone d'activités de la Georginière et celui de la zone commerciale à l'entrée ouest du centre-ville est assuré par la mise en place de deux zones d'extension d'urbanisation spécialisées d'environ 4,5 hectares.

L'offre conséquente en matière d'équipements publics (sportifs, scolaires et hospitalier notamment), contribue à la fonction de pôle de proximité rayonnant de Lusignan. Il convient d'anticiper le besoin à moyen et long terme d'espaces publics complémentaires et de travailler finement sur le rabattement des piétons et cyclistes sur le pôle relai que constitue la gare ferroviaire. A cet effet, une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation de 4,8 hectares fait l'objet d'une réserve d'une durée maximale de cinq années au nord-ouest du centre-ville.

Très ponctuellement, le territoire de Lusignan présente des espaces pouvant être sujets à des risques ou nuisances. En particulier, les secteurs identifiés dans l'Atlas des Zones Inondables de la Vonne ou concernés par le risque industriel lié aux silos d'une coopérative agricole font l'objet de règles spécifiques.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- de tirer le bilan de la concertation dont les apports constructifs ont été intégrés au fil de la procédure et d'arrêter le projet de Plan local d'urbanisme de la commune de Lusignan tel qu'il est annexé à la présente délibération
- d'afficher la présente délibération, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, pendant un mois au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et en mairie de Lusignan
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire
- d'imputer les dépenses correspondantes à l'opération 1706, « Plan local d'urbanisme », article 202 du budget Principal.

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



Francis CHALARD

Le Vice-Président

RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	13 décembre 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA VIENNE
COMMUNE DE LUSIGNAN
BP 40002 - 86600 LUSIGNAN

N° de délibération : 2014 / 77 Nomenclature de l'acte : 2.1

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 4 DECEMBRE 2014

Le mercredi 26 novembre deux mil quatorze, convocation est adressée individuellement à chaque conseiller municipal pour une réunion ordinaire prévue le jeudi 4 décembre 2014 à 20h30.
Le 4 décembre deux mil quatorze, à 20h30, se sont réunis les membres du Conseil Municipal sous la Présidence de René Gibault Maire.

Etaient présents : Mmes et MM. Myriam Balestrat, Christine Baulouet-Chaintré, Marcel Bell, Annick Bernardeau, Andrée Blaison, Karine Dribault, Jean-Louis Durand, René Gibault, Eric Girard, Karine Hécho-Hamard, Patrick Hérault, Bernard Jean, Patrice Lalande, Jean-Louis Ledoux, Francine Maringues, Catherine Marot, Christine Palomba, Francis Rogeon, Alain Sèvre, Karine Vadier-Chauvineau, Claudine Vaillant.

Absents représentés : MM Yohan Guérin (*René Gibault*), Gérard Van Praet (*Bernard Jean*).

Madame Karine Vadier-Chauvineau est élue secrétaire de séance.

Objet : Révision générale du PLU, Modalité de concertation

M le Maire rappelle au Conseil Municipal que le code de l'urbanisme a profondément été renouvelé suite à l'entrée en vigueur :

- de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), de la loi n°2003-152 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat (UH),
- de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dit Grenelle 1),
- de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dit Grenelle 2 ou ENE)
- de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 février 2008 devra être engagé dans une démarche de révision générale afin de prendre en considération les directives et les grandes orientations de la Loi Grenelle II.

M le Maire propose ainsi au conseil municipal, de se prononcer sur le lancement de cette procédure sur le territoire de la commune.

Après avoir entendu l'exposé du Maire

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.123-1 et suivants

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,

Vu le Code général des collectivités locales,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés décide :

- 1) De prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'urbanisme;
- 2) De lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme

Cette concertation revêtira les formes suivantes:

Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires;

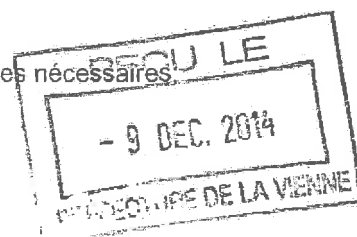
Articles dans le bulletin municipal;

Réunions avec les associations;

Réunions publiques avec la population au nombre de deux;

Affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie;

Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public



tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture,

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, M le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

- 3) De demander à M le Maire de solliciter auprès de Madame la Préfète de la Vienne l'association des services de l'État, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme;
- 4) De demander, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision générale du PLU.
- 5) D'organiser une consultation pour réaliser la mission d'élaboration du PLU auprès d'au moins trois bureaux d'études.
- 6) D'autoriser M le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure.
- 7) D'autoriser M le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1^{er} du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires.
- 8) De dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice 2015, en section investissement.

La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète de la Vienne, et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme :

- au Président du Conseil Régional ;
- au Président du Conseil Général ;
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou

Conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

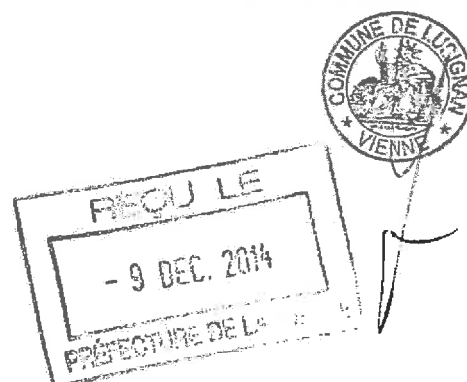
Fait et délibéré en Mairie les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme le 5 décembre 2014

Le Maire René Gibault

Certifié exécutoire le 18/12/2014
Certifié exact



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA VIENNE
COMMUNE DE LUSIGNAN
BP 40002 – 86600 LUSIGNAN**

N° de délibération : 2017 / 01 Nomenclature de l'acte : 5.7

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 16 FÉVRIER 2017**

Le vendredi dix février deux mil dix-sept, convocation est adressée individuellement à chaque conseiller municipal pour une réunion ordinaire prévue le jeudi 16 février deux mil dix-sept à 20h30.

Le jeudi 16 février deux mil dix-sept, à 20h30, se sont réunis les membres du Conseil Municipal sous la Présidence de René Gibault Maire.

Etaient présents : Mmes et MM. Myriam Balestrat, Christine Baulouet-Chaintré, Marcel Bell, Annick Bernardeau, Andrée Blaison, Karine Dribault, Jean-Louis Durand, Anne Gatard-Braconnier, René Gibault, Karine Hécho-Hamard, Patrick Hérault, Bernard Jean, Patrice Lalande, Jean-Louis Ledoux, Francine Maringues, Catherine Marot, Christine Palomba, Alain Portron, Francis Rogeon, Alain Sèvre, Karine Vadier-Chauvineau, Claudine Vaillant, Gérard Van Praet.

Madame Karine Vadier-Chauvineau est élue secrétaire de séance à l'unanimité.

Objet : Reprise par Grand Poitiers Communauté d'agglomération de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-12

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'Agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puyre et Sainte Radegonde.

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lusignan approuvé le 4 février 2008

Vu la délibération n° 2014/77 du 4/12/2014 prescrivant la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation.

Considérant le courrier de Monsieur le Président de Grand Poitiers Communauté d'Agglomération du 1^{er} février 2017.

Conformément à l'article L.153-9 du code de l'urbanisme, Grand Poitiers Communauté d'Agglomération, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure de révision d'un plan local d'urbanisme engagée avant la date de sa création.

Par courrier, M le Président de Grand Poitiers Communauté d'Agglomération a sollicité l'accord du Conseil Municipal pour que la procédure de révision du PLU communal soit achevée par Grand Poitiers Communauté d'Agglomération, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, de documents d'urbanisme et de carte communale sur son territoire.

Dès lors, Grand Poitiers Communauté d'Agglomération se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée.

AR PREFECTURE

086-218601391-20170216-2017_01-DE
Regu le 28/02/2017

La procédure de révision du PLU a été engagée par délibération du Conseil Municipal le 4 décembre 2014. L'ensemble de la procédure est à conduire, en rapport avec les objectifs poursuivis et les modalités de concertation définies.

Afin de terminer la procédure de révision du PLU communal, le Conseil Municipal par 20 voix pour et 3 abstentions (Ledoux, Sèvre, Lalande) :

- donne son accord pour que Grand Poitiers Communauté d'Agglomération poursuive la procédure de révision du PLU communal. En ce sens, le Conseil Communautaire et le Président se substituent de plein droit au Conseil Municipal et au Maire dans toutes les délibérations et les actes restant à prendre dans le cadre de la présente procédure.
- sollicite Grand Poitiers Communauté d'Agglomération afin qu'elle donne suite à cet accord


Certifié exécutoire le
Certifié exact

Fait et délibéré en Mairie les jours, mois et an
que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme le 17 février 2017

Le Maire René Gibault

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp is blue and contains the text "COMMUNE DE LUSIGNAT" at the top and "VIENNE" at the bottom, with a central emblem.

AR PREFECTURE

086-218601391-20170216-2017_01-DE
Regu le 28/02/2017